

Charles Akande, rédacteur

## *Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture*

### **Les membres de l'OMC ne parviennent pas à dégager un consensus sur l'ensemble de Bali**

La nouvelle est tombée mardi matin (le 26 novembre), après que les membres de l'OMC se furent retrouvés pour une réunion du Conseil général, qu'ils avaient reportée deux fois à plusieurs reprises pour se donner la chance d'arracher une entente sur l'ensemble de Bali pour la 9<sup>e</sup> Conférence ministérielle, qui doit se tenir en décembre prochain. Cependant, après plus de 150 heures de négociations et une réunion marathon au cours du week-end du 22 au 24 novembre, dont la dernière étape a démarré à 10 h le dimanche et s'est terminée à 7 h le lundi 25 novembre, les membres n'ont pu se soustraire à la dure vérité : ils n'ont tout simplement pas réussi à dégager un consensus sur plusieurs enjeux de l'ensemble de Bali et se tournent désormais vers les ministres du Commerce pour qu'ils terminent le travail.

« [Traduction] Nous avons réalisé davantage de progrès au cours des quelques dernières semaines que pendant les cinq dernières années. Le bateau a failli faire naufrage plusieurs fois, mais nous avons réussi à le maintenir à flot et à tenir le cap », a déclaré le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, à l'ensemble des membres. Il a cependant ajouté que « nous sommes arrivés à la fin du processus à Genève. Je suis sûr que vous informerez vos instances de la situation à laquelle nous sommes confrontés. Vos ministres auront l'occasion de s'y attaquer à Bali. »

#### **Entreprise rude, ardue et sanglante**

Les membres ont négocié durement depuis le 1<sup>er</sup> octobre et ont réussi à réaliser des progrès à l'égard de plusieurs enjeux de l'ensemble de Bali. Par conséquent, ils ont été en mesure de stabiliser neuf des dix textes qui composent l'ensemble de Bali, en l'occurrence quatre sur l'agriculture (services généraux en agriculture, détention de stocks publics pour des raisons de sécurité alimentaire, concurrence à l'exportation, administration des contingents tarifaires) et cinq documents portant sur le développement/les pays les moins avancés (mécanisme de surveillance du traitement spécial et différencié, accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les PLA, coton et opérationnalisation des déclarations de dérogation à l'égard des services).

Voilà pour les bonnes nouvelles.

Les mauvaises nouvelles sont tombées lorsque les membres n'ont pas réussi à combler les écarts qui les divisent au sujet de la facilitation des échanges (FE), bien que d'aucuns aient également fait valoir que l'Inde a contribué à bien les enfoncer dans l'impasse en rejetant le texte sur la sécurité alimentaire à la suite d'un désaccord au sujet de la durée de la clause de paix.

Pour ce qui est de la FE, les négociateurs ont, quant à eux, réussi à s'entendre sur la section II qui traite des liens entre la section I (aspects techniques de la FE) et l'aide financière que recevraient les pays en développement des bailleurs de fonds après s'être engagés à respecter les dispositions exécutoires. Un fonctionnaire de l'OMC a déclaré que les membres ont réussi à ramener le nombre de crochets de 2000 à 59. La section II, que M. Azevêdo a à une occasion décrite comme l'un des icebergs qui font obstacle à la réussite de la CM9 à Bali, est à présent virtuellement propre. Les crochets restants contenus dans la section I ne sont pas « insurmontables », a ajouté le DG. « [Traduction] Je pense que nous pouvons distinguer les zones d'atterrissage », a-t-il déclaré. Cependant, il sentait que les membres étaient en train de faire machine arrière sur les compromis nécessaires pour faire franchir la ligne d'arrivée à l'ensemble de la FE.

Ce qui reste ne peut pas être négocié par les ministres du Commerce à Bali, car c'est de nature trop technique, a déclaré avec force M. Azevêdo, répétant ce dont les membres sont convenus, en l'occurrence que Bali ne devrait pas être une conférence de négociation ministérielle.

« [Traduction] J'aviserai les ministres que nous n'avons pas réussi à parvenir à une convergence. Je leur dirai que nous sommes passés à deux doigts d'un bon résultat, mais qu'une fois de plus, nous n'avons pas réussi à franchir la ligne d'arrivée », a déclaré le DG.

L'ensemble négocié, a-t-il ajouté, comportait d'énormes avantages pour les membres. Il aurait amélioré les régimes d'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent et des services; il aurait renouvelé l'élan pour les négociations sur le coton et simplifié les règles d'origine pour les exportations des PMA. En agriculture, l'ensemble aurait mis les membres sur la voie menant à une réforme des subventions à l'exportation et à des mesures ayant des effets semblables; il aurait permis une meilleure mise en œuvre des engagements en matière de CT et créé un abri temporaire pour les programmes de sécurité alimentaire.



« [Traduction] Le pire de tout, c'est que nous échouerions – que nous perdrons tout ceci – pour aucune raison qui se justifie. Rien de ce qui se trouve sur la table exige qu'un membre quelconque aille au-delà de ce qui est faisable », a déclaré M. Azevêdo.

## **Une conférence ministérielle sans négociation?**

Les membres passeront à présent à une nouvelle étape, en laissant les ministres décider des prochaines étapes à Bali. Le DG a passé une partie de l'après-midi du 26 novembre à travailler au téléphone avec plusieurs ministres.

Et bien qu'il ait été convenu de faire de Bali une conférence ministérielle sans négociation, il semble que certains pourparlers s'y dérouleront néanmoins. Cette hypothèse a été plus tard renforcée par le commissaire au Commerce de l'UE, M. Karel De Gucht, qui semblait prêt à convaincre les ministres de conclure l'accord quand il a déclaré avec insistance, le 26 novembre, « [traduction] un ensemble de l'OMC qui couvre la sécurité alimentaire, la facilitation des échanges et un certain nombre de problèmes de développement, qui est bénéfique pour tous les membres de l'OMC, est tout à fait à portée de main. Je crois que cet ensemble pourrait être terminé avant la Conférence ministérielle de Bali la semaine prochaine, si tous les membres de l'OMC font preuve de la volonté politique de parvenir à une entente », a déclaré le commissaire, ajoutant que M. Azevêdo bénéficie « du plein soutien de l'UE dans ses efforts pour concourir à faire avancer cette entreprise ».

« [Traduction] Comme nous sommes tellement près de l'objectif commun, nous ne devrions pas abandonner », a déclaré M. De Gucht, faisant écho à ce que le DG lui-même avait déclaré à l'ensemble des membres plus tôt cette journée. « Nous sommes presque arrivés au but. Si nous voulons amener cet accord à conclusion, nous avons besoin d'engagement politique – et de volonté politique. »

Les États-Unis faisaient preuve de moins d'enthousiasme au sujet de ce qui peut être fait à Bali. L'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, M. Michael Punke, a déclaré pendant la réunion du Conseil général, qu'il était « [traduction] envisage avec scepticisme que ceux qui semblaient refuser de parvenir à un accord puissent à présent être convaincus par une autre longue nuit de négociation », ajoutant qu'il ne prévoyait pas que des solutions magiques émergent grâce aux négociations menées par les ministres à Bali.

« [Traduction] Proposons-nous vraiment de projeter les textes sur un écran et de demander à nos 159 ministres en séance plénière de trouver les mots que nous n'avons pas pu trouver? Les membres accepteraient-ils un Salon vert dans lequel 30 ministres concluent un accord, tandis que 129 attendent à l'extérieur, dans le couloir? », a-t-il demandé.

« [Traduction] J'ai entendu certaines suggestions, notamment de prendre deux semaines après Bali pour conclure les négociations. Mais je pense que nous savons tous que cela ne fonctionnera pas. Nous savons depuis deux ans que Bali serait un moment décisif. Ce que nous ne pourrions décider d'ici là ne se mettra pas soudainement en place dans les semaines suivantes », a déclaré M. Punke.

Les membres utiliseront les quelques prochains jours pour examiner les prochaines étapes et la façon de s'attaquer à la fois aux questions qui se trouvent sur la table et à l'avenir des piliers de négociation de l'OMC à Bali.

## **Les négociateurs principaux du PTP se réunissent à Salt Lake City pour se préparer à la conférence ministérielle de Singapour**

Les négociateurs principaux et les experts clés du Partenariat transpacifique (PTP) se sont réunis du 19 au 24 novembre à Salt Lake City (Utah) pour faire progresser les négociations le plus loin possible, afin qu'elles puissent être achevées cette année, lorsque les ministres du Commerce du PTP se réuniront à Singapour, du 7 au 10 décembre 2013. Avant la réunion des principaux négociateurs à Salt Lake City, les 12 pays (Australie, Brunei Darussalam, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Vietnam et États-Unis) ont tenu une série de séances intersessionnelles sur divers chapitres, notamment les règles d'origine, les marchés publics, les entreprises d'État (EE) et l'investissement.

À Salt Lake City, on a placé en point de mire l'accès aux marchés, l'environnement, le travail, la propriété intellectuelle (PI), les marchés publics, le commerce électronique, l'entrée temporaire des gens d'affaires et les mesures non conformes. Comme la réunion ministérielle de Singapour n'est plus éloignée que de deux semaines, les négociateurs ont intensifié leur effort afin de clore des chapitres supplémentaires. Bien que les pourparlers qui se déroulent soient sérieux, il semblait clair cependant que les négociations ne pourront pas être achevées cette année, comme l'on enjoint les dirigeants et comme ils l'ont répété à Bali, en marge du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), en octobre dernier.

Quoiqu'il en soit, pendant la soirée du 24 novembre, les négociateurs principaux du PTP ont fait état de progrès importants. Ils ont dit avoir réglé un nombre considérable de questions en suspens dans l'ensemble des négociations, notamment à l'égard de la PI, du commerce transfrontalier des services, de l'entrée temporaire, de l'environnement, de l'accès aux marchés, des EE, de l'investissement, des services financiers, des questions sanitaires et phytosanitaires, des marchés publics, du travail, du commerce électronique, des questions juridiques, des obstacles techniques au commerce et des règles d'origine.

Le travail à Salt Lake City, d'après ce qu'ils ont affirmé, a considérablement réduit le nombre de questions devant être abordées directement par les ministres lors de leur prochaine réunion à Singapour et, en ayant cet objectif présent à l'esprit, les négociateurs principaux visent à poursuivre leurs pourparlers au cours des prochains jours afin de planter davantage le décor pour que la réunion des ministres du Commerce à Singapour soit productive.

Ceci étant dit, les représentants ont déclaré que les enjeux sensibles – EE, textiles, environnement, PI, accès aux marchés des marchandises (élimination des tarifs) et règles d'origine – restent coriaces, et on prévoit de les laisser tous de côté jusqu'à la dernière minute. Mais, contrairement à ce qui fut le cas du sommet de Bali en octobre dernier, qui s'est conclu par une simple déclaration exhortant les négociateurs à conclure les pourparlers cette année, la conférence ministérielle de Singapour devrait porter davantage sur le fond et servir de tremplin important vers un règlement rapide des chapitres restants qui sont en cours de négociation.

La tâche des ministres du Commerce y sera double :

1. prendre une décision au sujet de quelques options politiques liées à certains chapitres,
2. fournir une orientation claire pour les prochaines étapes.

Après quelques semaines plutôt calmes après le sommet des dirigeants de Bali, il semble que la cadence se soit de nouveau accélérée à Salt Lake City. Il reste à voir si cette frénésie tardive des négociations aboutira à une conclusion cette année, car la plupart des délégués auxquels j'ai parlé ont une vision floue de la ligne d'arrivée, c'est-à-dire qu'ils ne savent pas précisément si elle se situe pendant le premier trimestre de 2014, la mi-2014 ou avant les élections de mi-mandat des États-Unis.

## Prochains événements

- 9<sup>e</sup> Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali
- Conférence ministérielle du PTP, 7-10 décembre 2013, Singapour

**Genève en bref** est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

[www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca/](http://www.chep-poic.ca/).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

